

Cette réforme des retraites, injuste et infondée, on n'en veut pas!

Les 19 et 31 janvier, le 7 février et bientôt le samedi 11 février... Par des grèves et des cortèges sur tout le territoire, les travailleurs démontrent leur refus massif de la réforme des retraites. Tandis que le projet est désormais débattu à l'Assemblée, que les sondages illustrent le soutien des trois quarts des citoyens aux mobilisations, le gouvernement remâche son discours alarmiste et infondé sur le financement des retraites. Il tente d'appâter, arguant d'« améliorations » possibles du texte tout en maintenant le pignon central : le recul à 64 ans de l'âge légal de départ couplé à l'accélération du calendrier Touraine. Unanime, l'intersyndicale, qui compte FO, demande le retrait d'une réforme faisant fi de la pénibilité et qui appauvrirait les retraités.

Une heure de grève par jour pour les retraités

Dès la fin janvier, la fédération Transports et Logistique FO-UNCP avait annoncé une action spécifique dans ses secteurs. Elle a ainsi appelé les salariés à faire une heure de grève à chaque prise de service, à partir du 1^{er} février. « Cela n'est pas appliqué partout, mais dans certaines entreprises de logistique les salariés tiennent bon. Ils s'organisent comme ils le souhaitent, en faisant grève une heure en début ou en fin de service, ce qui implique des perturbations », indique Bruno Lefebvre, secrétaire général adjoint de FO-UNCP.

C. B.

La puissance de la mobilisation pour le retrait se confirme



PHOTOS DE PARIS : F. BLANC

« Mais dans quelle langue faut-il vous le dire?! La réforme des retraites, c'est non! », scandent depuis près de trois semaines les manifestants à l'adresse du gouvernement. Il y a eu le 19 janvier, puis le 31, puis ce 7 février... Massifs. Il y a en perspective le samedi 11 février, nouveau rendez-vous majeur de la mobilisation, toujours à l'appel de l'intersyndicale (huit organisations de salariés, dont FO, et cinq organisations interprofessionnelles de grèves et de manifestations, les travailleurs montrent leur détermination, « très forte », à obtenir le retrait du projet, notait l'intersyndicale le 7 février. Entre ces dates phares, pas de répit à la mobilisation : des actions ont lieu dans les entreprises et les services (assemblées générales, manifestations aux flambeaux, distribution de tracts...).

Une « force qui grandit »

UD, fédérations, syndicats, du public comme du privé... À Paris comme en

province, FO s'oppose à cette réforme « injuste et brutale », appuie son secrétaire général, Frédéric Souillot. À titre d'exemple, dans les transports et la logistique, FO a appelé à une heure de grève chaque jour depuis le 1^{er} février. Les syndicats de la RATP, dont FO, ont relayé dès le 31 janvier l'appel à la grève les 7 et 11 février. Fustigeant une réforme « rétrograde », la FNEC FP-FO souligne que « personne ne doute qu'il faut frapper fort et tous ensemble en conduisant la grève jusqu'au retrait. Il ne manque pas grand-chose ». Avec deux millions de manifestants le 19 janvier, plus de 2,5 millions le 31 janvier, près de 2 millions le 7 février, les travailleurs combattent le « jusqu'au-boutisme du gouvernement », illustré par les propos de la Première ministre clamant, deux jours avant la deuxième journée d'actions, que le recul à 64 ans de l'âge légal de départ « n'était plus négociable ». Mal lui en a pris. Les mobilisations montrent une « force qui grandit » et « il s'agit d'un des plus grands mouvements sociaux dans notre pays depuis plusieurs décennies », résume FO-Métaux.

Valérie Forgeront

La mobilisation jusqu'au pied des pistes de ski

« Une mobilisation incroyable », se réjouissait Éric Becker, secrétaire général FO des remontées mécaniques et saisonniers, au lendemain du 31 janvier. En tout, une cinquantaine de stations avaient déposé un préavis de grève. Le 7 février, un mouvement d'ampleur aussi avec « de nombreux débrayages dans les stations, à la demande des salariés », du jamais vu dans ce secteur où la mobilisation est loin d'être la norme. Outre la réforme des retraites, les saisonniers dénoncent aussi la réforme de l'Assurance chômage qu'ils subissent de plein fouet, qui réduit leurs droits, les précarise et accentue le recul de l'attractivité pour ces métiers de la montagne.

C. B.

Assemblées : FO défend une politique d'emploi assurant carrière complète et égalité salariale

Si l'Assemblée nationale a débuté le 6 février l'examen du projet de réforme des retraites, les militants FO ont engagé depuis trois semaines déjà la bataille de conviction des parlementaires. La journée d'actions du 19 janvier a lancé des mobilisations devant les permanences locales, assorties de rencontres. Depuis le 31, le mouvement s'amplifie pour faire connaître au plus grand nombre les propositions portées par FO lors des concertations. Une campagne nécessaire, car l'audition de FO les 25 et 26 janvier par la commission des

affaires sociales de chaque assemblée s'est faite dans un cadre nécessairement restreint.

Détailler les alternatives

À l'Assemblée nationale, « les rangs étaient fournis. L'audition a duré deux heures, avec deux « tours de table » de questions, en particulier sur l'emploi des seniors et la pénibilité », confie le secrétaire confédéral Éric Gautron, qui a conduit la délégation. Au Sénat, l'audition, réalisée par deux sénateurs et en leur seule présence, s'est

réduite à des demandes de précisions sur un questionnaire. Lors de ces deux auditions, la délégation FO a rappelé qu'il existait des alternatives pour équilibrer les comptes tout en assurant un niveau de pension correct. La première, a-t-elle martelé, est une politique de l'emploi assurant une carrière complète à tous et une égalité salariale aux travailleuses. Augmenter de dix points le taux d'emploi des 55-64 ans équilibrerait les comptes du système d'ici 2032, sans toucher ni à l'âge légal de départ, ni à la durée de cotisation.

Élie Hiesse